

CH_VB 93.5009 vom 8. März 1993

Bundesverwaltung, 1993-03-08, DE

Quelle: https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/ch_vb_93.5009

FR: CH_VB 93.5009 du 8 mars 1993

IT: CH_VB 93.5009 del 8 marzo 1993

Erwägungen

E. 8

März 1993 N 145 Fragestunde 93.5021 Frage Hollenstein Menschenrechtsverletzungen in der Türkei Question Hollenstein Violations des droits de l'homme en Turquie Wortlaut der Frage vom 8. März 1993 Beim Anschlag auf zwei Kleinbusse in der Südosttürkei, am

E. 13

Januar 1993, wurden fünf einheimische syrisch-orthodoxe Christen (Assyrier) und zwei Angehörige der religiösen Minderheit Yezidi ermordet Weitere Personen wurden zum Teil schwerverletzt. Infolge dieses Vorfalls und wegen zahlreichen anderen tödlichen Überfällen in den letzten Jahren hat die Fluchtbewegung der genannten Minderheiten stark zugenommen. Siedlungsstrukturen drohen zu zerfallen, soziale Gefüge lösen sich auf. Dadurch ist das Überleben dieser beiden Bevölkerungsgruppen gefährdet. Ist der Bundesrat bereit, mit finanzieller Unterstützung, Expertenhilfe und/oder auch mittels Staatenbeschwerde bei der Europäischen Kommission für Menschenrechte gemäss Artikel 24 EMRK, eventuell in Absprache mit anderen Europaratmitgliedern, der Türkei beim Abbruch des schleichenden Genozids von Minderheiten beizustehen? Texte de la question du 8 mars 1993 Le 13 janvier 1993, lors d'un attentat contre deux minibus dans le sud-est de la Turquie, cinq chrétiens indigènes de l'Eglise assyrienne et deux membres de la minorité religieuse yezidie ont été tués. D'autres personnes ont été blessées, dont certaines grièvement. A la suite de cet événement et de nombreuses autres agressions ayant fait des morts ces dernières années, de plus en plus de membres de ces minorités fuient leur pays, les structures d'habitat sont ébranlées, le tissu social perd sa cohésion. Cette évolution menace la survie de ces deux groupes de population. Le Conseil fédéral est-il prêt à aider la Turquie à enrayer ce qui est en réalité un génocide de minorités, par un soutien financier, par l'envoi d'experts, voire par une plainte de l'Etat devant la Commission européenne des droits de l'homme, conformément à l'article 24 de la CEDH, éventuellement après concertation avec d'autres membres du Conseil de l'Europe? M. Felber, conseiller fédéral: La situation générale des droits de l'homme en Turquie reste préoccupante, en particulier dans le sud-est du pays habité en majorité par des Kurdes, où l'état d'exception est toujours en vigueur, et cela dans une dizaine de provinces. L'usage de la violence, non seulement par les forces de sécurité à rencontre du PKK, mais aussi par les groupements extrémistes dont les attaques visent des personnes appartenant à des minorités, des journalistes ou des défenseurs des droits de l'homme, cause presque toujours de très nombreuses victimes parmi la population civile, sur l'ensemble du territoire, mais surtout dans les régions où l'état d'urgence est déclaré. A plusieurs reprises, en 1992, et en particulier dans ses réponses à la motion Fankhauser du 1er septembre ainsi qu'à la question Bäumlín du 14 décembre 1992, le Conseil fédéral a exprimé sa préoccupation quant à la situation des droits de l'homme en Turquie. Il continue à saisir toutes les occasions, les contacts bilatéraux et les

rencontres multilatérales, pour rappeler cette préoccupation aux représentants du gouvernement turc et pour répéter que la Suisse condamne tout recours à la force, et formuler en même temps l'espoir que l'état d'urgence sera levé dans toute la région afin que soient ramenées peu à peu la paix et la sécurité. Nous tenons à rappeler que le Conseil fédéral a lancé une initiative suisse, lors de la conférence de la CSCE au printemps de l'année dernière à Helsinki, qui proposait d'examiner la possibilité d'envoyer des missions d'observateurs de la CSCE en Turquie. Cette initiative de notre délégation et de notre pays n'a pas été soutenue par la majorité des autres Etats participant à la CSCE. Pour le Conseil fédéral, il s'agit là d'un indice que, dans la situation internationale actuelle, une nouvelle plainte interétatique contre la Turquie ne trouverait pas de soutien parmi les Etats membres du Conseil de l'Europe. En ce qui concerne la demande de MTM Hollenstein de soutien financier et d'envoi d'experts en Anatolie, le Conseil fédéral est d'avis que l'aide humanitaire d'urgence n'est pas un instrument adapté à la situation, car les communautés victimes d'actes de violence ne manquent, en premier lieu, ni de nourriture ni de logement. Une telle aide ne résoudrait donc pas le problème de fond soulevé par la question, à savoir la situation d'insécurité qui règne dans cette région. En matière d'aide au développement, il existe en Turquie des organisations non gouvernementales, très qualifiées, qui travaillent en faveur du développement. L'envoi d'experts ne paraît donc pas judicieux. La Direction de la coopération au développement et de l'aide humanitaire collabore avec deux des principales organisations pour la réalisation de programmes de développement rural et de formation professionnelle qui englobe diverses communautés sans aucune discrimination ethnique. Cependant, l'insécurité généralisée durant ces derniers mois a ralenti fortement les activités. La coopération au développement n'est pas un instrument adéquat, dans ce contexte, pour prévenir les événements rapportés, car son efficacité est évidemment tributaire d'une certaine paix civile.

Frau Hollenstein: Vielen Dank, Herr Bundesrat. Ich möchte noch etwas konkreter wissen, ob wirklich eine Staatsbeschwerde aus Ihrer Sicht keinen Nutzen bringen würde.

M. Felber, conseiller fédéral: Je l'ai dit, nous avons tenté un moyen qui nous paraissait efficace, celui de faire voter une résolution à travers la CSCE, résolution qui, dans le fond, engageait - parce que la CSCE engage tout de même les Etats participants - la Turquie à modifier son attitude, à lever l'état d'urgence. Nous avons constaté que ce projet de résolution suisse a été rejeté. Nous n'avons pas obtenu de consensus. C'est pourquoi nous croyons actuellement, selon les contacts que j'ai eu personnellement aussi, que si nous intervenions dans une autre instance officielle qui serait le Conseil de l'Europe, j'aurais exactement les mêmes oppositions. Vous pouvez l'imaginer, ces oppositions viennent, à la suite de la guerre du Golfe, des Etats qui ne veulent pas condamner actuellement l'attitude de la Turquie à cause de son attitude précédente. Pour le moment, cela ne signifie pas que l'on ne puisse pas dire ce que nous pensons, mais nous ne pouvons pas obtenir une condamnation, en tous les cas pas.

93.5026 Frage Robert Unterstützung für indigene Völker (Urvölker) Question Robert Soutien aux populations autochtones Wortlaut der Frage vom 8. März 1993 Die Uno hat das Jahr 1993 zum Jahr der indigenen Völker (Eingeborene, Urvölker, Ureinwohner) erklärt, die heute überall auf der Welt ums Überleben und um Eigenständigkeit kämpfen. Ich frage den Bundesrat an, ob innerhalb der schweizerischen Innen- und Aussenpolitik gesetzliche und/oder verwaltungsmässige Vorschriften und Massnahmen, welche die Situation der indigenen Völker dieser Welt berücksichtigen, bestehen und ob der Bundesrat gedenkt, besondere Massnahmen zu ergreifen, um auch seitens der Schweiz Beiträge zum Jahr der indigenen Völker zu leisten, und, falls ja, welche.

Heure des questions 146 N 8 mars 1993 Texte de la question du 8 mars 1993 L'ONU a déclaré 1993 année internationale des populations autochtones, populations qui, partout dans le monde, doivent lutter pour leur survie et leur indépendance. Je demande au Conseil fédéral s'il existe, dans le cadre de la politique intérieure et de la politique étrangère, des prescriptions légales et des mesures administratives qui prennent en considération la situation des populations autochtones. Le Conseil fédéral a-t-il l'intention de prendre des mesures spéciales pour apporter une contribution à l'occasion de cette année des populations autochtones et, si oui, quelles sont-elles? 93.5027 Frage Robert Unterstützung für die indischen Urvölker (Adivasi) Question Robert Soutien à la population autochtone de l'Inde (Adivasi) Wortlaut der Frage vom 8. März 1993 Die indischen Urvölker, die sogenannten Adivasi, bilden mit rund 60 Millionen Angehörigen die grösste nationale Gruppe indigener Völker, auf deren prekäre Situation im Uno-Jahr der indigenen Völker 1993 die Weltöffentlichkeit besonders aufmerksam gemacht werden soll. Die Adivasi mit ihren jahrtausendealten, reichen Traditionen und ihrer einzigartigen sozio-kulturellen Vielfalt sind heute nicht nur das Opfer zunehmender Entrechtung, sondern von der möglicherweise vollständigen kulturellen Vernichtung bedroht. Ich frage den Bundesrat an, welche bilateralen Möglichkeiten er seitens der Schweiz sieht, um vermehrt auf die Wahrung der grundlegenden Lebensrechte der indischen Urstämme, der Adivasi, hinzuwirken. Texte de la question du 8 mars 1993 L'ONU ayant déclaré 1993 année internationale des populations autochtones, il convient d'attirer l'attention du public sur la situation particulièrement précaire des Adivasi, la population autochtone de l'Inde, qui, avec environ 60 millions de personnes, forme le plus grand groupe de population autochtone du monde. Les Adivasi cultivent des traditions millénaires et présentent une diversité socio-culturelle unique en son genre. Or, non seulement ils sont de plus en plus souvent privés de leurs droits, mais encore leur culture risque de disparaître complètement. C'est pourquoi je demande au Conseil fédéral quelles actions bilatérales la Suisse peut engager pour contribuer à préserver les droits fondamentaux des Adivasi. M. Felber, conseiller fédéral: Je vous remercie, Monsieur le Président, de nous autoriser à répondre aux deux questions de MTM Robert A l'occasion de l'année internationale des populations autochtones ou indigènes, cette année, décrétée par les Nations Unies, le Conseil fédéral estime que les efforts de la communauté internationale visant à garantir la survie et le développement économique et culturel des populations autochtones doivent être intensifiés. Le gouvernement suisse s'est déjà engagé en faveur de la reconnaissance de la cause des peuples indigènes au moyen de la coopération au développement et au moyen de la politique des droits de l'homme. La coopération au développement, destinée en priorité aux groupes les plus défavorisés, s'oriente depuis un certain nombre d'années de plus en plus vers une prise en compte croissante des besoins spécifiques des populations autochtones. Sur le plan des droits de l'homme, la Suisse considère que les populations indigènes appartiennent à un groupe particulièrement vulnérable qui demande une protection accrue, plus forte. Elle contribue depuis des années au Fonds de contributions volontaires de l'Organisation des Nations Unies pour les populations autochtones qui permettent à leurs représentants de témoigner des problèmes que connaissent leurs peuples devant la sous-commission des droits de l'homme. Celle-ci est par ailleurs en train d'élaborer un projet de déclaration des droits des peuples autochtones. La Suisse a aussi conscience du rôle primordial joué par les organisations non gouvernementales. Nous accordons une contribution au Centre de documentation pour les peuples indigènes, organisation non gouvernementale genevoise, qui apporte un soutien logistique aux groupes

indigènes qui participent aux travaux de l'ONU. En mai 1992, la Suisse a aussi participé financièrement à la Conférence des peuples indigènes sur le territoire, l'environnement et le développement, qui était organisée par trois organisations indigènes sud-américaines dans le cadre du forum global de Rio. S'agissant plus spécifiquement de la population, dont il a bien fallu que beaucoup de vos collègues deviennent laquelle c'était, parce que très peu connue - celle du peuple Adivasi en Inde - les services concernés du Département fédéral des affaires étrangères et l'ambassade de Suisse à la Nouvelle Delhi ont été chargés d'examiner spécifiquement leurs problèmes et, plus particulièrement, la possibilité de s'engager en faveur du maintien de l'identité culturelle de ce peuple au moyen de la coopération au développement et de nouveau de la politique des droits de l'homme. Nous vous informerons très directement, Madame la Conseillère nationale, sur les actions que nous voulons entreprendre en faveur de ce peuple indigène particulier.

93.5036 Frage Misteli Resolution der Uno-Menschenrechtskommission zu den Vergewaltigungen in Bosnien-Herzegowina Question Misteli Résolution de la Commission des droits de l'homme de l'ONU sur les viols en Bosnie-Herzégovine Wortlaut der Frage vom 8. März 1993 In der letzten Session hat Bundesrat Felber die Vergewaltigungen in Ex-Jugoslawien als Kriegsverbrechen gebrandmarkt und die systematische Vergewaltigung als Aspekt der ethnischen Säuberungen aufs schärfste verurteilt Nach Presseberichten hat die Schweiz nur den Text der Resolution zur allgemeinen Verurteilung der Menschenrechtsverletzungen durch die bosnischen Serben der Uno-Menschenrechtskommission unterschrieben, nicht aber die Resolution gegen die Vergewaltigungen. Was sind die Gründe, dass die Schweiz die Resolution gegen die Vergewaltigungen nicht unterschrieben hat, und was ist das weitere Vorgehen der schweizerischen Delegation, damit die Vergewaltigungen von Frauen und Kindern im Krieg im ehemaligen Jugoslawien wie die Menschenrechtsverletzungen behandelt und verurteilt werden? Texte de la question du 8 mars 1993 Lors de la dernière session parlementaire, M. René Felber, conseiller fédéral, a stigmatisé les viols commis dans l'ex-Yougoslavie, les qualifiant de crimes de guerre. Il a également condamné au plus haut point le viol systématique en tant qu'aspect de l'épuration ethnique. La presse a indiqué que la Suisse avait signé uniquement la résolution de la Commission des droits de l'homme de l'ONU sur la condamnation des violations des droits de l'homme commises par les Serbes de Bosnie, mais non la résolution condamnant les viols. Pourquoi la Suisse n'a-t-elle pas signé cette seconde résolution? Quelles démarches la délégation suisse va-t-elle maintenant entreprendre afin que soient examinées et condamnées les violations des droits de l'homme, et plus particulièrement les viols commis sur les femmes et les enfants?

8. März 1993 N 147 Fragestunde M. Felber, conseiller fédéral: Lors de la présente session de la Commission des droits de l'homme, la Suisse s'était portée coauteur d'un premier projet de résolution sur le viol des femmes en ex-Yougoslavie, projet qui était soutenu par tous les Etats occidentaux Ce projet condamnait la politique de viol systématique menée, il faut bien le rappeler, par toutes les parties en conflit, et mettait en particulier l'accent - comme nous l'avons fait, vous le savez, comme vous l'avez fait - sur le viol des femmes musulmanes. Ce texte a malheureusement dû être retiré sous la pression des Etats musulmans et il a été remplacé par un projet qu'eux avaient proposé. A l'image d'autres pays occidentaux, la Suisse ne s'est pas portée coauteur de cette résolution. En effet, cette résolution fait porter uniquement sur les Serbes la seule responsabilité de la pratique systématique du viol utilisée comme une arme de guerre dans le cadre de la politique de purification ethnique. Or, la pratique systématique du viol des femmes est également, hélas!

le fait des autres parties en conflit, même si c'est dans une moindre mesure, nous le savons. Notre pays s'est alors porté coauteur d'une troisième résolution, adoptée celle-ci par consensus, qui porte sur la situation générale des droits de l'homme en ex-Yougoslavie. Cette résolution condamne toutes les violations des droits de l'homme, par toutes les parties en conflit, y compris, expressément, la pratique systématique du viol des femmes en faisant endosser dans cette résolution la responsabilité principale aux Serbes, mais non pas exclusive. Voilà la différence.

93.5001 Frage Bär Auslegung des Opferhilfegesetzes durch die Kantone
Question Bär Application par les cantons de la loi sur l'aide aux victimes d'infractions
Wortlaut der Frage vom 8. März 1993 Das Opferhilfegesetz bestimmt, dass namentlich bei Sexualdelikten dem urteilenden Gericht wenigstens eine Person angehören muss, die gleichen Geschlechtes ist wie das Opfer. Das Obergericht des Kantons Bern weigert sich, diese Bestimmung beim Einzelrichter, bei der Einzelrichterin anzuwenden. Ist der Bundesrat auch der Ansicht, dass diese Auslegung dem Wortlaut und der Ratio legis widerspricht? Welche Möglichkeiten sieht er, dem Gesetz in den Kantonen zum Durchbruch zu verhelfen?

Texte de la question du 8 mars 1993 La loi sur l'aide aux victimes d'infractions dispose que, notamment lorsqu'il s'agit d'infractions contre l'intégrité sexuelle, le tribunal appelé à juger doit comprendre au moins une personne du même sexe que la victime. La Cour suprême du canton de Berne se refuse à appliquer cette disposition lorsqu'il y a un ou une juge unique. Le Conseil fédéral n'estime-t-il pas lui aussi que cette interprétation est en contradiction avec la teneur et avec l'esprit de la loi? Quels moyens voit-il pour imposer l'application de la loi dans les cantons?

Bundesrat Koller: «Die Opfer von Straftaten gegen die sexuelle Integrität können verlangen, dass dem urteilenden Gericht wenigstens eine Person gleichen Geschlechts angehört» So lautet Artikel 10 des Bundesgesetzes über die Hilfe an Opfern von Straftaten (OHG). Der Bundesrat ist der Ansicht, dass Wortlaut, Sinn und Systematik der Norm für eine Anwendung auch bei Einzelrichtern sprechen. In der neueren Gesetzesredaktion des Bundes verwendet man nämlich den Begriff «Gericht» regelmässig auch für den Einzelrichter, um die geschlechtsspezifischen Ausdrücke «Richter» respektive «Richterin» zu vermeiden. Wenigstens eine Person gleichen Geschlechts kann bei Einzelrichtern logisch nur bedeuten, dass die das Amt ausübende Person das gleiche Geschlecht wie das Opfer haben muss. Sinn der Norm ist, auf die psychologische Situation der Opfer von Sexualdelikten Rücksicht zu nehmen. Da sich ein Opfer von Sexualdelikten in der Regel von einer Person gleichen Geschlechts besser verstanden fühlt als von Personen des anderen Geschlechts, soll im urteilenden Gericht wenigstens eine Person gleichen Geschlechts wie das Opfer vertreten sein. Diese Zielsetzung lässt sich bei Einzelrichtern nur so verwirklichen, dass der Richter dem gleichen Geschlecht angehört wie das Opfer. Diese Auslegung entspricht der Regelung bei der polizeilichen Einvernahme und in der Voruntersuchung - ich verweise auf Artikel 6 Absatz 3 OHG -, welche in der Regel von einer Einzelperson durchgeführt werden. Das Gesetz anerkennt dort den Anspruch des Opfers, das Geschlecht eines Behördemitgliedes zu bestimmen. Hat man diese Konsequenz für das Untersuchungsverfahren gezogen, muss sie aus systematischen Gründen auch für das Urteilsverfahren gezogen werden. Die Einhaltung der Verfahrensvorschriften des Opferhilfegesetzes ist Sache der zuständigen Behörden, d. h. in der Regel der kantonalen Gerichte. Das Opfer kann seinen Anspruch nach Artikel 10 OHG nötigenfalls auf dem Rechtsweg durchsetzen und sich in letzter Instanz ans Bundesgericht wenden.

93.5002 Frage Keller Rudolf Schutz vor illegaler Einwanderung
Question Keller Rudolf Protection contre l'immigration clandestine et les passeurs
Wortlaut der Frage vom 8. März 1993

Verschiedenen Quellen zufolge hat die illegale Einwanderung wieder zugenommen. Es ist eine grosse Schleppertätigkeit «im Dienste von Asylanten» im Gange. Der Drogenschmuggel blüht, Diebesgut wird verschoben, illegal werden Waffen gehandelt (siehe Ex-Jugoslawien) usw. Bereits haben Kantonsregierungen deswegen beim Bund interveniert. Sieht der Bundesrat den dringenden Handlungsbedarf, und werden zusätzliche Massnahmen in die Wege geleitet, um für stabilere und sichere Verhältnisse in den Grenzregionen unseres Landes zu sorgen? Texte de la question du 8 mars 1993 Selon diverses sources, l'immigration connaît une recrudescence. Les passeurs «au service des demandeurs d'asile» sont très actifs. Le trafic de drogue prospère, on passe en contrebande des marchandises volées, on fait du trafic d'armes (voir l'ex-Yougoslavie), etc. Certains gouvernements canadiens sont déjà intervenus auprès de la Confédération. Le Conseil fédéral se rend-il compte qu'il est urgent d'agir, et des mesures supplémentaires ont-elles été prises pour assurer plus de stabilité et de sécurité dans les zones frontalières de notre pays? Bundesrat Koller: Zwischen illegaler Einwanderung, Schleppertätigkeit und bestimmten Formen der Kriminalität im Drogen- und Waffenhandel gibt es einen gewissen Zusammenhang. Es besteht andererseits aber kein Anlass, die Situation in den Grenzregionen insgesamt als unsicher und gefährlich zu bezeichnen. Eine Dramatisierung wäre bei Anerkennung des Problems fehl am Platz. Um diese Erscheinungen einzudämmen, müssen die Ursachen angegangen werden. Diese sind allerdings komplex und beschränken sich nicht nur auf die Zielländer.

Heure des questions 148 8 mars 1993 Im Bereich der defensiven Massnahmen geht es um vermehrte und gezielte Grenzkontrollen, um eine verstärkte internationale Zusammenarbeit bei der Schlepperbekämpfung und um eine konsequentere Strafverfolgung. Letztere ist primär Sache der Kantone. Soweit Massnahmen in die Kompetenz des Bundes fallen, wurden die Behörden bereits verschiedentlich aktiv, wie in der Stellungnahme des Bundesrates vom 31. August 1992 zur Motion Keller Rudolf vom 20. März 1992, 92.3132, «Kampf gegen Drogenhandel und Waffenschiebereien. Internationale Zusammenarbeit», im Detail dargelegt wurde (AB 1992 N 2161). Hier sei lediglich an die Verstärkung der Betäubungsmittel-Zentralstelle mit 15 Personen sowie an den Erlass der Verordnung über den Erwerb und das Tragen von Schusswaffen durch jugoslawische Staatsangehörige erinnert. Nicht zuletzt diese Verordnung hat dazu geführt, dass der Waffenkauf durch Ausländer massiv zurückgegangen ist. Zudem wurden im vergangenen Jahr an den Grenzübergängen 130057 Personen - im Vorjahr waren es lediglich 107549 - aus formalen Gründen (fehlende oder ungültige Ausweise) zurückgewiesen und im Zwischengelände 5439 illegal eingereiste Personen aufgegriffen. Insgesamt konnten erfreulicherweise 771 Schlepper - im Vorjahr, 1991, waren es noch lediglich 419 - der Polizei gemeldet bzw. den Strafverfolgungsbehörden übergeben werden. Bei dem angesprochenen Problemkreis handelt es sich nicht nur um ein spezifisch schweizerisches, sondern um ein internationales Problem. Lösungsansätze sind demnach auch auf internationaler Ebene zu suchen. Die Budapester Konferenz zur Bewältigung unkontrollierter Wanderbewegungen von Mitte Februar, an der 34 europäische Staaten vertreten waren, hat sich intensiv mit der Bekämpfung des Schlepperwesens befasst und konkrete Empfehlungen verabschiedet. Der Bundesrat wird alles daransetzen, diese internationale Zusammenarbeit noch zu verstärken. 93.5003 Frage Bischof Unverhältnismässig hohe Dolmetscherkosten bei ausländischem Straftäter im Drogenbereich Question Bischof Trafiquants de drogue étrangers. Frais d'interprètes excessifs Wortlaut der Frage vom 8. März 1993 Laut «NZZ»-Bericht vom 17. Februar 1993

beliefen sich die Dolmetscherkosten von einem nigerianischen Drogenhändler in der Stadt Zürich auf rund 125 000 Franken! Ich frage daher den Bundesrat: - Stimmt diese Angabe? - Wenn ja, wie kann er seinen Einfluss geltend machen, hier sofortige Abhilfe zu schaffen, da zweifellos Steuergelder missiv verschleudert werden? Texte de la question du 8 mars 1993 Selon un reportage de la «NZZ» daté du 17 février 1993, les frais d'interprètes occasionnés par un trafiquant de drogue nigérian se sont montés à quelque 125 000 francs dans la ville de Zurich. C'est pourquoi je pose les questions suivantes au Conseil fédéral: - Cette indication est-elle juste? - Dans l'affirmative, comment le Conseil fédéral pourrait-il exercer de l'influence en la matière pour remédier à ce problème, étant donné que, manifestement, c'est l'argent des contribuables qui est gaspillé en l'occurrence? Bundesrat Koller: Die zürcherischen Strafverfolgungsbehörden mussten etwa 125000 Franken für Dolmetscherkosten aufwenden. Bei den Ermittlungen gelang es der Kantonspolizei Zürich jedoch, nicht nur 1, sondern 22 mutmassliche Drogenhändler, nämlich 20 Nigerianer und 2 Libanesen, festzunehmen. Umgerechnet auf eine Person belaufen sich die Dolmetscherkosten demnach nicht auf 125 000, sondern auf 5681 Franken. Abgesehen davon haben die Bundesbehörden keinen Einfluss auf kantonale Verfahren; es gilt hier die kantonale Gerichtszuständigkeit. Im weiteren ist aber auf Artikel 6 Absatz 3 der Europäischen Menschenrechtskonvention hinzuweisen. Danach hat der Angeeschuldigte das Recht, in einer für ihn verständlichen Sprache befragt zu werden, und den Anspruch, unentgeltlich einen Dolmetscher beizuziehen. 93.5017 Frage Neuenschwander Bodenrecht. Aufhebung der dringlichen Bundesbeschlüsse Question Neuenschwander Droit foncier. Abrogation des arrêtés fédéraux urgents Wortlaut der Frage vom 8. März 1993 Auf welchem Zeitpunkt stellt der Bundesrat die Aufhebung der dringlichen Bundesbeschlüsse über die seinerzeitigen bodenrechtlichen Sofortmassnahmen (Sperrfrist und Pfandbelastungsgrenze) in Aussicht? Werden die Bundesbeschlüsse ohne Ersatzmassnahmen aufgehoben? Texte de la question du 8 mars 1993 Quand le Conseil fédéral envisage-t-il d'abroger les arrêtés fédéraux qui instituaient des mesures d'urgence en matière de droit foncier (délai d'interdiction de revente et limite des charges hypothécaires)? Ces arrêtés seront-ils abrogés sans être remplacés par de nouvelles mesures? Bundesrat Koller: In der Herbstsession 1989 hat das Parlament bodenrechtliche Sofortmassnahmen in Form von drei dringlichen Bundesbeschlüssen verabschiedet. Den Beschluss über die Anlagenvorschriften für institutionelle Anleger hob der Bundesrat am 27. März 1991 auf. Die beiden noch geltenden Beschlüsse hat das Parlament in der Wintersession 1991 sowie in der Frühjahrsession 1992 in Kenntnis der veränderten Wirtschaftslage und Verhältnisse auf dem Bodenmarkt nach ausgiebiger Diskussion zwar modifiziert, im Grundsatz aber bestätigt. Seit den Beratungen im Parlament sind keine wesentlich neuen Tatsachen eingetreten. Es besteht daher kein Grund, die Bundesbeschlüsse erneut in Frage zu stellen, zumal sie ohnehin nur noch zwei Jahre - nämlich bis zum 31. Dezember 1994 - in Kraft bleiben werden, in der Anwendung keine Nachteile zeigen und der Bundesrat bei markanter Aenderung der Verhältnisse jederzeit selber tätig werden könnte. 93.5000 Frage Bühlmann Frauenbild in der Armee Question Bühlmann Image de la femme dans l'armée Wortlaut der Frage vom 8. März 1993 Nach Bekanntwerden der frauenfeindlichen T-Shirt-Affäre in der Infanterie-Rekrutenschule vom letzten Herbst in Luzern verurteilte der Ausbildungschef, Korpskommandant Jean-Rodolphe Christen, dieses Vorkommnis. Er kündigte an, dass

8. März 1993 N 149 Fragestunde der Respekt vor den Frauen in der Ausbildung der Truppe und des Kadets noch vermehrt thematisiert werden müsse. Ich möchte nun wissen, was das

konkret heisst: -Welche Schritte sind bisher in dieser Richtung unternommen worden? - Welche Schritte sind in Zukunft geplant? - In welchem Zeitraum sollen diese durchgeführt werden? Texte de la question du 8 mars 1993 Une fois qu'a été dénoncée l'affaire des T-shirts offensants pour les femmes, portés par des recrues de l'école d'infanterie l'automne dernier à Lucerne, le chef de l'instruction, le commandant de corps Jean-Rodolphe Christen, a condamné cet incident. Il a fait savoir que le respect des femmes devrait être un sujet davantage traité dans l'instruction des troupes et des cadres. J'aimerais que l'on fasse savoir ce que cela signifie concrètement. - Quelles mesures ont été prises dans ce sens jusqu'à présent? - Quelles sont celles qui sont prévues pour l'avenir? - Quel est le calendrier prévu pour leur exécution? Bundesrat Villiger: Gerade in einem demokratischen Staat ist die aktive Teilnahme der Frauen an allen Fragen der Sicherheitspolitik wichtig. Es gibt nicht eine Sicherheit für Frauen und eine andere Sicherheit für Männer; es gibt nur eine Sicherheit für alle. Deshalb ist auch das Klischee, wonach Militär Männersache sei, ein Relikt aus überholter Zeit. Bei der Sicherheitspolitik, in der Armee und beim EMD muss alles unternommen werden, damit die Türen für die Integration der Frauen offen sind. Den Respekt gegenüber den Frauen kann man weder reglementieren noch befehlen. Die Rekrutenschule kann auch nicht allfällige Versäumnisse von Familie und Schule korrigieren. Trotzdem kann die Armee sehr wohl dazu beitragen, dass dieser Respekt zur Selbstverständlichkeit wird. Deshalb ist für den Bundesrat die Frage der Integration nicht nur eine quantitative, sondern eine qualitative Frage. Die Armee muss daran arbeiten. Mit der erstmaligen Durchführung von zwei gemischten Rekrutenschulen in diesem Frühjahr geschieht ein grosser Schritt in diese Richtung. Zweifellos fördert die gemeinsame Ausbildung von Mann und Frau das gegenseitige Verständnis und führt zu einer neuen Qualität der Zusammenarbeit. Im weiteren sieht der Ausbildungschef vor, die Kader der Armee ab diesem Sommer in den Offiziers- und übrigen Kadern noch vermehrt für die Frauenfragen zu sensibilisieren. Wie das konkret geschehen soll, wird derzeit geprüft. Ich missbillige und bedaure die bedenklichen Entgleisungen nach Art der T-Shirts von Luzern. Ich hoffe, dass ihnen mit diesen Massnahmen vorgebeugt werden kann. Frau Bühlmann: Herr Bundesrat, haben Sie schon davon gehört, dass gerade der Einbezug von Frauen in die Armee in anderen Ländern eben nicht dazu geführt hat, das Frauenbild zu verbessern, sondern dass gerade diese Frauen vermehrt und speziell Opfer sexistischer Anfeindungen von Männern wurden? Ich denke da, dass man das z. B. zusammen mit dem Büro für die Gleichstellung von Frau und Mann angehen könnte. Haben Sie schon einmal eine solche Möglichkeit geprüft? Bundesrat Villiger: Die letztgenannte Möglichkeit haben wir nicht geprüft. Ich werde das dem Ausbildungschef unterbreiten. Hingegen entspricht das, was Sie vorher gesagt haben, nicht unseren Erfahrungen in der Zusammenarbeit von Mann und Frau in der Schweizer Armee. Wir haben, im Gegenteil, den Eindruck gewonnen, dass dort, wo Frauen mitarbeiten, auch die Qualität der Arbeit der Männer und vor allem der Ton eher besser werden. Wir sind überzeugt, dass sich das positiv ausgewirkt hat. Ihre ausländischen Beispiele sind mir nicht bekannt. 93.5007 Frage Carobbio Verkauf von Pilatusflugzeugen an Burma und Gesetz über den Export von Kriegsmaterial Question Carobbio Vente des avions Pilatus à la Birmanie. Violation de la loi sur le matériel de guerre Wortlaut der Frage vom 8. März 1993 In der Presse konnte man kürzlich lesen, dass Pilatusflugzeuge, die Burma verkauft worden waren, 1987 für Schiessversuche mit Raketen eingesetzt worden sind. Bei dem Versuch sollen zwei Techniker der Herstellerfirma dabeigewesen sein. Bestätigen sich diese Meldungen, so wäre das Kriegsmaterialgesetz zum x-tenmal verletzt worden. Nachdem die Ausfuhr von Pilatusflugzeugen nach Südafrika bewilligt worden ist

und der Bundesrat gegenüber dem Sicherheitsrat Stellung genommen hat, muss klargestellt werden, inwiefern dieses Gesetz überhaupt eingehalten wird. Ich frage den Bundesrat, ob er es angesichts dieser Pressemeldungen nicht für angebracht hält, in diesem konkreten Fall eine Untersuchung einzuleiten, um den Sachverhalt abzuklären. Ich frage ihn zudem, ob er noch immer an seiner Auffassung festhält, dass mit dem Verkauf von PC-7 an Länder wie Burma, in dem es soziale und politische Spannungen gibt und wo die Militärdiktatur die Friedensnobelpreisträgerin hinter Gittern hält, das Kriegsmaterialgesetz sicher nicht verletzt wurde. Texte de la question du 8 mars 1993 La presse a relaté récemment que des avions Pilatus vendus à la Birmanie avaient été utilisés en 1987 pour des essais de tirs de roquettes. Deux techniciens de l'entreprise produisant les avions auraient participé à des exercices. Si ces faits étaient confirmés, il s'agirait du énième cas de violation de la loi sur l'exportation de matériel de guerre. Après l'autorisation de la vente de Pilatus à l'Afrique du Sud, et la prise de position du Conseil fédéral à l'égard des décisions du Conseil de sécurité, il est indispensable de veiller au respect de la loi. Le soussigné demande au Conseil fédéral s'il estime devoir ouvrir une enquête pour déterminer les faits, et s'il confirme encore sa version, selon laquelle la vente de Pilatus à des Etats comme la Birmanie, où existent des conflits politiques et sociaux, et où la dictature militaire emprisonne un prix Nobel de la paix, n'a pas constitué dans tous les cas une violation de la loi sur l'exportation de matériel de guerre. 93.5023 Frage Spielmann Pilatus PC-7. Lieferungen an Südafrika Question Spielmann Pilatus PC-7. Livraison à l'Afrique du Sud Wortlaut der Frage vom 8. März 1993 Neue Informationen bestätigen die militärische Verwendung der Flugzeuge des Typs Pilatus PC-7; sie zeigen deutlich auf, dass die vorgesehene Lieferung dieser Apparate durch die Schweiz an Südafrika eine Verletzung des geltenden Embargos darstellt. Ist der Bundesrat angesichts dieser Informationen bereit, den Entscheid zu treffen, der sich aufdrängt, und die Lieferung des Pilatus PC-7 an Südafrika zu verbieten? Texte de la question du 8 mars 1993 De nouvelles informations ont confirmé l'utilisation militaire du Pilatus PC-7, démontrant ainsi que la livraison prévue de ces

Heure des questions 150 N 8 mars 1993 appareils par la Suisse à l'Afrique du Sud constitue une violation de l'embargo en vigueur. Le Conseil fédéral est-il prêt, à la lumière de ces informations, à prendre la décision qui s'impose et à prononcer l'interdiction de la livraison d'avions Pilatus PC-7 à l'Afrique du Sud? 93.5029 Frage Mistel! Pilatus PC-7. Lieferungen nach Südafrika Question Mistel! Pilatus PC-7. Livraison à l'Afrique du Sud Wortlaut der Frage vom 8. März 1993 lieber dreissig Hilfswerke, Antipartheid- und Solidaritätsorganisationen - darunter Caritas und Fastenopfer - haben an einer Koordinationskonferenz Ende Januar beschlossen, sich weiterhin gegen den Verkauf der 60 PC-7-Flugzeuge nach Südafrika einzusetzen. Der PC-7 wird von Drittweltländern klar nur wegen seiner Doppelkonzipierung als Trainings- und Kampfflugzeug gekauft; als Nur-Trainingsflugzeug wäre er für diese Länder zu teuer. Nachdem nun in der Presse erneut über den militärischen Einsatz von Piltatusschulflugzeugen in Burma (Schiessversuche der PC-9) unter Beteiligung von Technikern der Stanser Werke berichtet wurde, frage ich den Bundesrat an, ob er bereit ist, auf seinen Entschluss der Bewilligung des Exportes der 60 PC-7-Flugzeuge an die südafrikanische Armee zurückzukommen und den Export zu verhindern. Wenn nicht, mit welcher Begründung, und wurde die Exportbewilligung an Bedingungen gegenüber den Stanser Werken und der südafrikanischen Regierung geknüpft? Texte de la question du 8 mars 1993 Plus de 30 oeuvres d'entraide, d'organisations antiapartheid et de solidarité - parmi lesquelles Caritas et Action de carême - ont décidé, lors d'une

conférence de coordination tenue fin janvier, de continuer à s'opposer à la vente des 60 PC-7 à l'Afrique du Sud. Il est évident que les pays du tiers monde n'achètent le PC-7 qu'en raison de sa double conception comme avion d'entraînement et comme avion de combat; en effet, s'il servait uniquement d'avion d'entraînement, il serait trop cher pour ces pays. Or, la presse a de nouveau dénoncé l'engagement militaire d'avions-écoles Pilatus en Birmanie (essais de tir sur PC-9), avec la participation de techniciens de l'entreprise de Stans. Je demande de ce fait au Conseil fédéral s'il est prêt à revenir sur sa décision d'autoriser l'exportation de 60 PC-7 destinés à l'armée sud-africaine et à empêcher cette exportation. S'il répond par la négative, pour quelles raisons? L'autorisation d'exporter a-t-elle été liée à des conditions concernant les ateliers de Stans et le gouvernement sud-africain?

93.5033 Frage Brügger Cyrill Kriegerische Einsätze mit PC-7 und PC-9
Question Brügger Cyrill Engagement militaire de PC-7 et de PC-9
Wortlaut der Frage vom 8. März 1993
Mit traumwandlerischer Regelmässigkeit gerät die militärische Verwendung der PC-7 und PC-9 in die Schlagzeilen. Immer wieder werden diese Flugzeuge von Staaten in Krisengebieten als Kriegswaffe eingesetzt. Nach Erscheinen vertraulicher Unterlagen, wonach die birmesische Flugwaffe Schiessversuche - abgefeuert von PC-9-Flugzeugen - durchgeführt hat, hat Bundesrat Villiger erklärt, nun müsse die Revision des Kriegsmaterialgesetzes doch ernsthaft vorangetrieben werden. Auf wann ist mit einer Vorlage betreffend Revision des Kriegsmaterialgesetzes an das Parlament zu rechnen? Welche Möglichkeiten bestehen, inzwischen mindestens die Lieferung der umstrittenen PC-7 und PC-9 an Südafrika zu verhindern? Texte de la question du 8 mars 1993

L'utilisation militaire de PC-7 et de PC-9 fait régulièrement la une des journaux. Ces avions sont systématiquement employés comme matériel de guerre dans des régions en crise. Après la publication de documents secrets selon lesquels l'aviation militaire birmane a procédé à des essais de tir à partir de PC-9, M. Villiger, conseiller fédéral, a déclaré qu'il fallait entreprendre d'urgence une révision de la loi sur le matériel de guerre. Quand le Parlement peut-il compter recevoir le projet de révision de la LMG? De quels moyens dispose-t-on, en attendant, pour empêcher au moins la livraison contestée de PC-7 et de PC-9 à l'Afrique du Sud?

Bundesrat Villiger: Gemäss heute geltendem Recht untersteht der Export von PC-7-Flugzeugen nicht dem Bundesgesetz über das Kriegsmaterial, weil diese Flugzeuge in der Konfiguration, in der sie die Schweiz verlassen, nicht bewaffnet sind. Schon seit 1985 ist allerdings bekannt, dass PC-7-Flugzeuge in Burma und Guatemala nachträglich umgerüstet und bewaffnet eingesetzt worden sind. Herr Bundesrat Delamuraz, damals Chef des EMD, hat dies 1985 vor dem Parlament bestätigt. Damals wurde im Parlament die Frage eingehend diskutiert, ob dieser Flugzeugtyp künftig dem Kriegsmaterialgesetz unterstellt werden sollte. Am 20. Juni 1985 wurde jedoch ein Vorstoss klar abgelehnt, der die Unterstellung forderte. Diese vom Parlament vor acht Jahren festgelegte Rechtslage gilt noch heute. In diesen Tagen ist bekanntgeworden, dass offenbar Techniker der Pilatuswerke 1987 bei Schiessversuchen mit PC-7-Flugzeugen in Burma anwesend waren. Sie haben zwar nicht direkt an diesen Schiessversuchen teilgenommen, waren aber mit allgemeinen Wartungsarbeiten an den Flugzeugen betraut. Im Zusammenhang mit der angekündigten Lieferung von PC-7-Flugzeugen nach Südafrika hat das Uno-Sanktionskomitee die Schweiz aufgefordert, die geplanten Lieferungen zu verhindern. Die Stellungnahme des Uno-Sanktionskomitees verändert zwar die Rechtslage nicht, ist aber für den Bundesrat Anlass, die bisherige Politik in diesem Bereich zu überprüfen. Mit Blick darauf haben wir anlässlich einer kürzlichen Vorsprache des südafrikanischen Verteidigungsministers beim Chef EMD die eindeutige Zusicherung

erwirkt, dass die Republik Südafrika die PC-7 ausschliesslich zu Ausbildungszwecken - übrigens auch für Piloten der Nachbarstaaten Botswana und Swasiland - verwenden und nie bewaffnen wird. Diese Zusage wurde inzwischen schriftlich bestätigt. Die Rechtslage in bezug auf die Behandlung der PC-7-Flugzeuge wird im Rahmen der in Ausarbeitung befindlichen Totalrevision des Kriegsmaterialgesetzes neu zu beurteilen sein. Die Botschaft für diese Gesetzesrevision dürfte bis Ende 1993 vorliegen. Zum gegenwärtigen Zeitpunkt erscheint es dagegen nicht sinnvoll, eine Änderung des geltenden Rechts vorzunehmen, beispielsweise in der Form einer Anpassung der Verordnung. Ein solcher Schritt drängt sich um so weniger auf, als das Problem der Lieferung von PC-7-Flugzeugen nach Südafrika einer befriedigenden Lösung entgegenzugehen scheint. Der Bundesrat hat deshalb heute vormittag das EMD beauftragt, die Pilatuswerke formell aufzufordern, an den PC-7- und PC-9-Flugzeugen die notwendigen technischen Modifikationen vorzunehmen, die sicherstellen, dass eine nachträgliche Bewaffnung ausgeschlossen werden kann. Dieses Erfordernis gilt für sämtliche Flugzeuge, die in Länder geliefert werden.

8. März 1993 N 151 Fragestunde sollen, die gemäss schweizerischer Gesetzgebung nicht mit Kriegsmaterial beliefert werden dürfen. Den Export von PC-7- und PC-9-Flugzeugen in der heutigen technischen Konfiguration würde der Bundesrat unter Berufung auf Artikel 102 Ziffer 8 der Bundesverfassung verbieten, um die aussenpolitischen Interessen unseres Landes zu wahren. M. Spielmann: Je voudrais poser une question complémentaire. Jusqu'à présent, il a toujours été argumenté, concernant cet avion, qu'il ne pouvait pas être utilisé à des fins militaires. A présent qu'il a été établi que c'était effectivement le cas et qu'on l'utilisait - ce que d'ailleurs tout le monde savait sans le dire - de manière militaire, on nous explique qu'on va le modifier techniquement pour empêcher ensuite qu'on l'équipe de matériel militaire. Je me demande quelle garantie on peut obtenir, et je me pose surtout une question que je pose au Conseil fédéral: comment est-il possible de faire un tel tour de passe-passe? Ne vaudrait-il pas mieux aujourd'hui, face à la décision quand même ferme du Comité des sanctions de l'ONU qui demande qu'on renonce à cette livraison, considérer une fois pour toutes que la Suisse, dans le domaine des sanctions de l'ONU, ne prendra pas position seulement quand il s'agit du pétrole, mais aussi quand il s'agit des êtres humains qui peuvent être touchés? On est aussi en position d'empêcher les livraisons d'armement et, dans le cas particulier, d'appliquer la décision du Comité des sanctions de l'ONU. Par conséquent, le Conseil fédéral doit prendre la seule décision qui s'impose: demander l'interdiction de l'exportation de ces avions jusqu'à ce qu'on ait fait la démonstration qu'il ne seront pas utilisés de manière militaire. Jusqu'à présent, on nous a toujours démontré le contraire et chaque fois après de nouvelles révélations; cela devient un peu une habitude navrante et j'aimerais que le Conseil fédéral donne un message clair à ce sujet-là. Bundesrat Villiger: Die Aufforderung der Uno und die Tatsache, dass unlängst wieder Einsätze in anderen Ländern mit bewaffneten PC-7 und PC-9 bekanntgeworden sind, haben uns dazu bewogen, die Sache noch einmal zu überdenken. Wir stehen in einem schwierigen Abwägen, auch weil es um Hunderte von Arbeitsplätzen geht, was sozialpolitisch in der heutigen Zeit für den Kanton Nidwalden von vitaler Bedeutung ist. Auf der anderen Seite müssen wir sicherstellen, dass es sich hier nicht um eine Umgehung des Kriegsmaterialgesetzes handelt. Die Pilatuswerke müssen also darlegen, dass die neue Exportversion den verlangten Auflagen entspricht. Das werden wir von Technikern überprüfen lassen müssen, damit man in guten Treuen davon ausgehen kann, dass solche Flugzeuge nicht ohne nachträgliche, mit grossem Aufwand verbundene Eingriffe als Kampfflugzeuge eingesetzt werden können. In diesem Sinne sind sie nicht Kriegsmaterial.

gemäss un- serer Definition. Sofern diese Voraussetzung - nicht als Kriegsflugzeuge eingesetzt werden zu können-erfüllt wird, ist ein Export vertretbar. Das gilt im übrigen nicht nur für Süd- afrika, sondern für alle Länder, die dem schweizerischen Kriegsmaterialexport-Verbot unterworfen sind. Frau Misteli: Herr Bundesrat, ich finde Ihre Antwort schon ein wenig blauäugig. Heute habe ich zum Beispiel im «Rendez- vous am Mittag» von einem Vertreter der Stanser Werke ge- hört, dass sie mit dieser technischen Modifikation auf dem Markt nicht mehr konkurrenzfähig seien. Im Klartext heisst dies, dass ein Verkauf dieser Flugzeuge in diese Länder nur möglich ist, wenn sie umgerüstet werden können. Wäre es nicht eine klarere Haltung, wie das mein Kollege auch gesagt hat, den Export dieser Flugzeuge in diese Länder zu verbieten? Bundesrat Villiger: Sie werden sich im Rahmen der Revision des Kriegsmaterialgesetzes, die hier sicherlich viel zu reden geben wird, grundsätzlich zu dieser Frage äussern können. Wir glauben aber, dass es heute genügt, wenn wir sicherstel- len, dass diese Flugzeuge im konkreten Fall Südafrika nicht als Kriegsflugzeuge verwendbar sind. Ich gehe im übrigen da- von aus, dass die Zusicherung der heutigen südafrikanischen Regierung durchaus ihren Wert hat und glaubwürdig ist Es ist nicht undenkbar, dass für gewisse Länder die Marktchancen des Flugzeuges in dieser Konfiguration sinken und Geschäfte nicht getätigt werden könnten. Das ist in Kauf zu nehmen, auch wenn es wirtschaftlich Schmerzen macht 93.5028 Frage Zisyadis Verhalten der hohen Offiziere bei Volksabstimmungen über die Armee Question Zisyadis Votations populaires concernant l'armée. Devoir de réserve des officiers supérieurs Wortlaut der Frage vom 8. März 1993 In diesem Jahr werden zwei wichtige Abstimmungen über die Armee durchgeführt Wie gedenkt der Bundesrat, die Pflicht der Zurückhaltung, wel- che dem militärischen Kader auferlegt ist, durchzusetzen? Texte de la question du 8 mars 1993 Deux importantes votations concernant l'armée sont à l'ordre du jour cette année. Comment le Conseil fédéral entend-il faire respecter le devoir de réserve de la hiérarchie militaire? 93.5034 Frage Rechsteiner Rolle des EMD im Abstimmungskampf vom 6. Juni 1993 Question Rechsteiner Campagne pour la votation du 6 juin 1993. RôleduDMF Wortlaut der Frage vom 8. März 1993 Bereits heute beginnen Offiziere im Dienst offen mit der Propa- ganda gegen die F/A-18-Initiative und die Initiative «40 Waffen- plätze sind genug - Umweltschutz auch beim Militär» (zum Beispiel im Inf Rgt 32). Ist der Bundesrat bereit, dafür zu sorgen, dass Offiziere im Dienst ab sofort keine Propaganda mehr gegen die beiden In- itiativen betreiben? Texte de la question du 8 mars 1993 Aujourd'hui déjà, des officiers en service se mettent à faire de la propagande contre l'initiative s'opposant aux F/A-18 et l'ini- tiative «40 places d'armes, ça suffit! - L'armée doit aussi se soumettre à la législation sur la protection de l'environne- ment» (par exemple dans le rgt inf 32). Le Conseil fédéral est-il prêt à faire en sorte que, dès à présent, les officiers en service ne fassent plus de propagande contre ces deux initiatives?

Heure des questions 152 N 8 mars 1993 93.5037 Frage Cross Andreas EMD. Propaganda gegen Volksinitiative «für eine Schweiz ohne neue Kampfflugzeuge» Question Gross Andreas DMF. Campagne contre l'initiative populaire «pour une Suisse sans nouveaux avions de combat» Wortlaut der Frage vom 8. März 1993 Sowohl die bundesgerichtliche Rechtsprechung als auch die Erfordernisse der demokratischen Meinungsbildung verbie- ten es dem EMD, sich direkt oder indirekt in der Abstimmungs- kampagne gegen die Volksinitiative «für eine Schweiz ohne neue Kampfflugzeuge/Stop F/A-18» zu engagieren. Dies gilt gemäss Dienstreglement (Artikel 243 Absatz 3) auch armeein- tern. Wie verträgt sich angesichts dieser Ausgangslage ein Brief des Kdt der Armee, Standort Kp 722, eines Majors, an alle ihm unterstellten Militärdienstleistenden zum Jahreswechsel, in dem er aus

seiner Sicht die Volksinitiative beurteilt und diskreditiert, seine Männer indirekt auffordert, den Initianten nicht «auf den Leim zu kriechen», und dem er einen total einseitigen Argumentationskatalog der ISGA gegen die Initiative sowie eine klare Propagandaparole beilegt? Was sagt der Bundesrat im weiteren zu einem Passus in den «Richtlinien für den Kampf gegen die beiden am 6. Juni 1993 zur Abstimmung gelangenden Volksinitiativen» der Arbeitsgemeinschaft für eine wirksame und friedenssichernde Milizarmee (AWM), einer Dachorganisation von 25 armeerfreundlichen Organisationen und Verbänden, vom 1. Januar 1993, wonach das EMD den Abstimmungskampf zwar nicht führe, aber «den Kampf mit seiner Informationstätigkeit unterstützt»? Ist der Bundesrat bereit, den einseitig informierten Wehrmännern auch den anderen Standpunkt zur Kenntnis zu bringen und andererseits dafür zu sorgen, dass sich das EMD und seine Angehörigen in offizieller Mission inskünftig aus der Abstimmungskampagne heraushalten und keine öffentlichen Gelder für Propaganda verwenden? Texte de la question du 8 mars 1993 La jurisprudence du Tribunal fédéral, de même que le principe démocratique selon lequel chacun a le droit de se forger une opinion interdisent au DMF de s'engager directement et indirectement dans la campagne menée contre l'initiative populaire «pour une Suisse sans nouveaux avions de combat». Cela vaut aussi pour l'armée, en vertu de l'article 243 alinéa 3 du Règlement de service. Que pense alors le Conseil fédéral de la lettre du commandant de la compagnie de stationnement 722, un major, qui, pour le Nouvel-An, a envoyé à tous les hommes servant sous ses ordres une lettre dans laquelle il leur dit ce qu'il pense de l'initiative, qu'il discrédite, dans laquelle encore il leur enjoint indirectement de ne pas «tomber dans le panneau», et à laquelle il joint un argumentaire on ne peut plus partial et un mot d'ordre clair et net? Que pense-t-il encore de l'affirmation de la Communauté de travail pour une armée de milice efficace et assurant la paix, organisation faîtière de 25 associations favorables à l'armée qui, le 1er janvier 1993, a écrit dans des directives pour combattre les deux initiatives populaires soumises à la votation populaire le 6 juin 1993 que le DMF ne menait pas directement le combat contre elles, mais «qu'il le soutenait par sa campagne d'information»? Le Conseil fédéral est-il prêt à faire connaître l'autre point de vue à ces soldats qui n'ont entendu qu'un avis partial? Est-il aussi prêt à veiller à ce que le DMF et ses membres, lorsqu'ils effectuent une mission officielle, se tiennent à l'écart de toute campagne qui précède une votation et qu'ils n'utilisent plus les deniers publics à des fins de propagande? Bundesrat Villiger: Der Abstimmungskampf im Hinblick auf die Volksabstimmung vom 6. Juni über die Waffenplatz-Initiative und die Initiative «für eine Schweiz ohne neue Kampfflugzeuge» wird weder vom EMD noch von der Armee geführt. Unsere Armeeangehörigen haben indessen ein Anrecht darauf, für ihre vielfältigen Aufgaben in der Armee gut ausgebildet und informiert zu werden. Die militärischen Kader haben nicht nur das Recht, sondern es ist ihre Pflicht, den ihnen anvertrauten Offizieren, Unteroffizieren und Soldaten über Grundsatzfragen von Ausbildung und Einsatz offen Auskunft zu geben. Diese Verantwortung gebietet, auf die rein militärische Tragweite der Abstimmungsvorlagen aufmerksam zu machen. Dazu gehört aber die Orientierung über die von Bundesrat und Parlament gefassten Beschlüsse. Das hat nichts mit unerlaubter politischer Propaganda gemäss Ziffer 243 des Dienstreglementes zu tun, denn es geht dabei nicht um Abstimmungsparolen oder solche Dinge, sondern um die objektive Information und die sachliche Auseinandersetzung mit den Vorlagen. Ich habe die Kommandanten der Armee am Berner Rapport vom vergangenen Jahr auf diese Informationspflicht aufmerksam gemacht und sie angewiesen, wie weit sie bei deren Erfüllung gehen dürfen. Weitere

Massnahmen drängen sich nicht auf. Sollten einzelne Truppenkommandanten über das reine Informationsziel hinausschiessen und unzulässige Abstimmungspropaganda betreiben, müssten sie zur Rechenschaft gezogen werden. Zu Publikationen von armeerfreundlichen Privatorganisationen hat sich der Bundesrat nicht zu äussern. Anlässlich der EWR-Abstimmung haben Medien, Politik und Wissenschaft einmütig erkannt, dass es Pflicht des Bundesrates sei, seine Argumente überzeugend darzutun und der Stimmbürgerschaft zu erklären. Dies gilt natürlich für alle Bundesaufgaben. Die Armee ist direkt betroffen, und die jedem Kommandanten im Einsatz anvertrauten Soldaten sind es ebenfalls. So sind jene Gründe, mit denen der Bundesrat überzeugende Zustimmung im Parlament fand, wohl kaum öffentlichkeitsunfähige Geheimsache. M. Zisyadis: J'ai ici la lettre qu'un commandant a envoyée à ses soldats et qui n'est pas une lettre d'information, comme vous le disiez tout à l'heure, mais de prise de position politique claire contre l'initiative. Par conséquent, je demande quelles sont exactement les mesures que vous prendrez contre ces officiers. Je demande également quelle information sera envoyée à tous ces soldats pour qu'ils reconnaissent, après l'envoi de ces premières lettres, que ces dernières ne sont pas admissibles et qu'une seconde information leur sera envoyée. Bundesrat Villiger: Ich bitte Sie, Herr Zisyadis, mir diesen Brief zu geben, und dann werde ich dieser Sache nachgehen. Ich kann jetzt nicht spontan eine Stellungnahme aus dem Aermel schütteln. Ich werde der Sache aber nachgehen und Sie wieder informieren. Rechsteiner: Was sagen Sie dazu, Herr Bundesrat Villiger, dass in den Richtlinien der gegnerischen Organisationen zu diesen Initiativen - angeführt durch den SVP-Generalsekretär Max Friedli - ausdrücklich gesagt wird, dass das EMD durch seine Informationstätigkeit den Abstimmungskampf dieser Organisationen unterstütze? Sind Sie bereit, sich gegenüber diesen Organisationen zu distanzieren und für eine zurückhaltende Informationstätigkeit zu sorgen, damit keine Abstimmungspropaganda im Militärdienst gemacht wird? Bundesrat Villiger: Ich habe vorhin zu dieser Frage Stellung genommen. Ich kenne diese Schrift nicht, und ich habe sie deshalb auch nicht kommentieren. Aber ich kann Ihnen sagen, dass selbstverständlich derjenige, welcher von uns Informationen über Sachfragen will, sie von uns auch erhalten wird. In diesem Sinne sind wir durchaus bereit-wem immer das sei, ob Parlamentariern oder Organisationen -, Sachauskünfte zu geben. Aber wir werden keinen Abstimmungskampf führen. Gross Andreas: Ich möchte bei meiner Frage davon ausgehen, dass Sie recht haben, wenn Sie sagen, dass die Soldaten und die Wehrmänner ein Anrecht auf Information hätten. Sie

8. März 1993 N 153 Fragestunde haben auch recht, wenn Sie sagen, dass der Bundesrat selbst über Abstimmungsvorlagen informieren dürfe. Ich habe das hier auch als einer gesagt, der in der EWR-Frage anderer Meinung war als der Bundesrat. Wir haben in dieser Diskussion betont, dass es eine Gratwanderung zwischen Information und Propaganda gibt. Nun habe ich hier aber einen Brief eines Kompaniekommandanten, der diese Grenze überschritten hat. Er sagt, die Andersdenkenden in dieser Abstimmung seien «Mogler», es seien «Ignoranten», und er warnt seine Leute davor, diesen «Leuten auf den Leim zu kriechen». Das ist ein Stil, ein Inhalt, eine Diktion, die mit Information nichts mehr zu tun hat. Sind Sie bereit, das Ihrige dazu beizutragen, dass solche Briefe von Militärangehörigen an Militäranghörige über Bürger, die ein demokratisches Recht legitim wahrnehmen, nicht mehr geschrieben werden? Bundesrat Villiger: Ich bin gerne bereit, auch dieser Sache nachzugehen, wenn Sie mir bitte diesen Brief übergeben oder eine Fotokopie davon machen wollen. So, wie Sie es zitieren, scheint für meine erste Beurteilung eine Grenze überschritten zu sein. Die Information muss in der Richtung gehen, dass zum Beispiel der

Panzersoldat wissen muss und wissen darf, was ihm in einem echten Konflikt passieren kann, wenn kein echter Luftschirm da ist; aber irgendeine Beurteilung von Initianten und politischen Zielen gehört selbstverständlich nicht zu einer solchen Information. Wir gehen all diesen Fällen nach und werden entsprechende Massnahmen ergreifen, falls sich das aufdrängen sollte. Ich bitte Sie, mir den Brief zu übergeben. 93.5004 Frage Bischof Konsequenzen des EWR-Ja des Fürstentums Liechtenstein Question Bischof EEE.

Conséquences du oui de la principauté du Liechtenstein Wortlaut der Frage vom 8. März 1993 Das Fürstentum Liechtenstein ist dem EWR beigetreten! Aus diesem Grunde müssen verschiedene zolltechnische Regulierungen (CH/FL) geändert werden. Von den Finanzen spricht niemand. Das Fürstentum partizipiert nämlich, entsprechend der Länge seiner Landesgrenzen, schon seit Jahren an den Zolleinnahmen der Schweiz. Ich frage daher den Bundesrat: - Ist er nicht auch der Meinung, dass diese Beiträge gestrichen werden müssen, - ebenso die Unterhaltskosten des Bundes an die FL-Grenzpolizei? Texte de la question du 8 mars 1993 La principauté du Liechtenstein a adhéré à l'EEE! Pour cette raison, diverses réglementations techniques relatives aux douanes (CH/FL) devront être modifiées. Mais, personne ne parle de l'aspect financier de la chose. Or, cela fait des années que la principauté perçoit, en fonction de la longueur de ses frontières, une partie des recettes douanières de la Suisse. Je pose donc les questions suivantes au Conseil fédéral: - N'estime-t-il pas aussi que la part du Liechtenstein devrait être supprimée? - Ne pense-t-il pas que la Confédération devrait aussi cesser de déboursier de l'argent pour entretenir les gardes-frontière du Liechtenstein? Bundesrat Stich: Das Fürstentum Liechtenstein partizipiert an den Einnahmen und Ausgaben der Eidgenössischen Zollverwaltung. Die Berechnungsweise ist in einer Vereinbarung zwischen dem Schweizerischen Bundesrat und der Regierung des Fürstentums vom 24. September 1964 geregelt, welche sich auf den Zollvertrag von 1923 stützt. Nach dieser Vereinbarung ist das Fürstentum Liechtenstein nicht entsprechend der Länge seiner Landesgrenzen, sondern aufgrund der Bevölkerungszahl an den Einnahmen und Ausgaben der Eidgenössischen Zollverwaltung beteiligt. Das Fürstentum Liechtenstein verfügt über keine Grenzpolizei. Die grenzpolizeilichen Aufgaben an der Aussengrenze des Fürstentums Liechtenstein, die gleichzeitig Aussengrenze des schweizerischen Zollgebietes ist, werden durch die Eidgenössische Zollverwaltung wahrgenommen. Für die Verwaltungsausgaben kommt das Fürstentum Liechtenstein anteilmässig auf. Die Streichung des Anteils des Fürstentums Liechtenstein an den Einnahmen und Ausgaben der Eidgenössischen Zollverwaltung steht zurzeit nicht zur Diskussion. Die Frage müsste erneut überprüft werden, falls die neue Situation aus irgendwelchen Gründen zu erheblichen Mehrkosten führen würde. 93.5014 Frage Aguet Missbräuchliche Verwendung der Bezeichnung AHV Question Aguet Utilisation abusive du sigle AVS Wortlaut der Frage vom 8. März 1993 Das Komitee, das sich für eine Änderung von Artikel 35 der Bundesverfassung ausgesprochen hat, nennt sich «Komitee für die Aufhebung des Spielbankenverbots zugunsten der AHV». Auch wenn der Bundesrat und die Räte die Erträge aus den Spielbanken als zusätzliche Quelle für die AHV-Finanzierung vorgesehen haben, ändert dies nichts am Beitrag, mit dem der Bund die AHV mitfinanziert. Das heisst, dass nach Zulassung der grossen Geldspiele kein Rappen mehr der AHV zufließt. Die Zulassung dieser Spiele ist vor allem ein Mittel zur Erhöhung der Bundeseinnahmen um einige Millionen. Ist der Bundesrat nicht auch der Meinung, dass das Unterstützungskomitee mit dem Namen, den es sich gegeben hat, offensichtlich die Bezeichnung einer staatlichen Institution für eine politische Kampagne missbraucht hat? Texte de la question du 8 mars 1993 Le comité qui a défendu la modification de l'article 35

de la constitution s'est intitulé «Comité pour l'abolition de l'interdiction des maisons de jeu en faveur de l'AVS». S'il est vrai que le Conseil fédéral et les Chambres ont ajouté l'impôt sur les maisons de jeu aux diverses sources de financement de l'AVS, cette option ne modifie en rien la quote-part de la caisse fédérale au financement de l'AVS. C'est-à-dire que l'AVS ne recevra pas un centime de plus après l'ouverture des grands jeux.

L'introduction des grands jeux est essentiellement un moyen d'améliorer de quelques millions les finances fédérales. Le Conseil fédéral n'est-il pas d'avis que, dans son appellation, le comité de soutien a abusé manifestement du sigle d'une institution d'Etat dans une campagne politique? Schriftliche Antwort des Bundesrates Die AHV wird einerseits durch Beiträge der Arbeitgeber und Arbeitnehmer finanziert Andererseits hat der Gesetzgeber vorgeesehen, dass der Bundesbeitrag an die AHV vorab aus der Tabak- und Alkoholsteuer geleistet wird. Der Rest des Bundesbeitrages geht zu Lasten der allgemeinen Bundeskasse. Dieser Beitrag ist in den letzten Jahren stark angestiegen. Angesichts der angespannten Finanzlage des Bundes ist es möglich, dass die Finanzierung der AHV in Zukunft nicht mehr sichergestellt werden kann. Der Bundesrat hat deshalb vorgeesehen, ihr zusätzlich zweckgebundene Erträge aus den Casi-

Heure des questions 154 N 8 mars 1993 nos zukommen zu lassen, denn eine weitere Finanzierung durch höhere Arbeitnehmer- und Arbeitgeberbeiträge scheint dem Bundesrat auch bei steigendem Finanzierungsbedarf ausgeschlossen. 93.5030 Frage Zisyadis Geschäftspraktiken der Grossbanken Question Zisyadis Politique des grandes banques Wortlaut der Frage vom 8. März 1993 Die grossen Banken unseres Landes melden massive Entlassungen. Sie verfolgen zudem eine Hochzinspolitik, die schwer auf der Bauwirtschaft und den öffentlichen Finanzen lastet Hält der Bundesrat dieses Verhalten vertretbar angesichts der enormen Gewinne dieser gleichen Banken? Texte de la question du 8 mars 1993 Les grandes banques de notre pays annoncent des licenciements massifs. Ils pratiquent en outre des taux d'intérêts élevés qui pèsent lourdement sur le marché de la construction et les finances publiques. Le Conseil fédéral considère-t-il ces pratiques compatibles avec les bénéfices indécents réalisés par ces mêmes banques? Schriftliche Antwort des Bundesrates Die Banken arbeiten auf dem freien Markt und stehen im Wettbewerb mit anderen Konkurrenten. Es ist auch im Interesse der Bankgläubiger, wenn die Banken eine vorsichtige Geschäftspolitik betreiben und diese langfristig auf Sicherheit ausrichten. Die Banken stehen gegenwärtig in einer schwierigen Zeit der Umstrukturierungen und Rationalisierungen. Für deren zukünftige Wettbewerbsfähigkeit ist es wichtig, dass sie die notwendigen Anpassungen rechtzeitig vornehmen. Die Höhe der von den Banken ausgewiesenen Gewinne sind in Relation zum eingesetzten Kapital zu beurteilen. So gesehen werden diese Gewinne noch relativiert Die Zinsen für Ausleihungen müssen sich nach den Refinanzierungskosten richten. Wohin risikoreiche Geschäftspraktiken führen können, haben die kürzlichen Probleme einzelner Institute gezeigt Allerdings ist in den letzten Monaten die Zinsmarge erheblich gestiegen, so dass von den Banken eine rasche Reduktion der Hypothekenzinssätze erwartet werden darf. 93.5010 Frage Steinemann Hartkäsesubventionen Question Steinemann Subventionnement des fromages à pâte dure Wortlaut der Frage vom 8. März 1993 Vor drei Jahren hat die vom Bundesrat eingesetzte Expertenkommission Arnold gefordert, dass die Käseunion zu einer marktgerechten Produktion übergehen müsse. Bis heute sind (ausser dem Flop mit dem Savouran) diesbezüglich keine konkreten Schritte feststellbar. Die ausländische Konkurrenz dagegen ist sehr aktiv, beispielsweise mit dem «Fol Epi» aus Frankreich (Absatz Schweiz 250 bis 300 Tonnen pro Jahr), dem «Allgäuer», dem halbfetten «Emmentaler» aus Deutsch-

land (100 Tonnen pro Jahr), usw. Weiterum kaum verstanden wird das Sponsoring der Käse-union von 1,8 Millionen Franken für die Skinationalmann-schaft Was gedenkt der Bundesrat gegen die jährlich steigenden, Hunderten von Millionen Franken Aufwendungen des Steuer-zahlers für die Käseverwertung zu tun (1962: 43,4 Millionen, 1972:127 Millionen, 1982: 366,9 Millionen, 1992: 723,9 Millio-nen Franken)? Texte de la question du 8 mars 1993 Il y a trois ans, la commission d'experts Arnold mise sur pied par le Conseil fédéral a exigé que l'Union suisse du commerce de fromage axe sa production sur les lois du marché. Or, à ce jour, aucune démarche dans ce sens n'a été entreprise (à l'ex- ception de l'expérience peu concluante qui a été réalisée avec le savouran). La concurrence étrangère, en revanche, est très active, ce qu'illustrent notamment le «Fol Epi» de France (ven- tes en Suisse: 250 à300 tonnes par année), l'«Allgau» et ('«Em- mental demi-gras» en provenance d'Allemagne (100 tonnes par année). On voit par ailleurs très mal pourquoi l'Union suisse du com- merce de fromage sponsorise l'équipe nationale suisse de ski à raison de 1,8 million de francs. Des centaines de millions de francs sont ainsi déboursés cha- que année par le contribuable pour la commercialisation des fromages, et ces montants ne cessent d'augmenter (1962: 43,4 millions, 1972: 127 millions, 1982: 366,9 millions, 1992: 723,9 millions). Que pense faire le Conseil fédéral pour remé- dier à cette situation? Réponse écrite du Conseil fédéral La Suisse exporte plus de 25 pour cent de sa production lai- tière, principalement sous la forme de fromages à pâte dure et mi-dure, ce qui permet d'assurer l'existence du quart de nos exploitations paysannes. Le placement de nos fromages sur les marchés internationaux ne peut être garanti que si leur prix est concurrentiel. En effet, il ne suffit pas de commercialiser une qualité irréprochable sous le label «Switzerland», les consommateurs étrangers attachant aussi une grande impor- tance au prix. Si le prix de vente de nos fromages est élevé, c'est parce que leurs coûts de production sont notamment in- fluencés par le niveau du prix du lait garanti aux paysans suis- ses, nettement plus élevé qu'à l'étranger. Le Conseil fédéral a clairement fait savoir, notamment dans le 7e rapport sur l'agriculture, qu'il entend adapter la politique lai- tière. Le soutien direct des prix et des marges doit être progres- sivement abandonné pour être remplacé par un soutien direct du revenu paysan à l'aide de paiements compensatoires (art 31 a et 31 b, loi sur l'agriculture). Ainsi, il sera possible d'une façon beaucoup plus conséquente de réduire notamment les subventions à l'exportation. L'Union suisse du commerce de fromages S. A. assume son mandat de commercialiser annuellement le mieux possible plus de 84 000 tonnes de fromages à pâte dure dans des conditions-cadres difficiles, qu'elle ne peut influencer. Une part importante des propositions de la commission d'experts Arnold a déjà été réalisée; le reste est en voie de l'être. Toute- fois, les initiatives que pourrait développer cette organisation se heurtent aux possibilités restreintes de surmonter avec un nouveau produit les barrières douanières de notre principal client, la Communauté européenne. Le marché suisse des fro- mages est toutefois caractérisé par un choix très large et riche de produits indigènes offerts aux consommateurs, preuve de l'innovation continue développée dans notre secteur fromager.

8. März 1993 N 155 Fragestunde 93.5016 Frage Jäggi Paul Beiträge an Flächen im Ausland Question Jäggi Paul Contributions à la surface pour des terrains situés à l'étranger Wortlaut der Frage vom 8. März 1993 Der Entwurf der Verordnung über ergänzende Direktzahlun- gen in der Landwirtschaft sieht in Artikel 9 vor, Beiträge nur für Flächen im Inland auszurichten. Warum diese Lösung? Sollte nicht die gleiche Regelung wie bei den Anbauprämien angewendet werden, indem für Flä- chen im Inland (und die angestammten Flächen im Ausland) Beiträge ausgerichtet werden? Texte de la question du 8 mars 1993 Le

projet d'ordonnance instituant des paiements directs complémentaires dans l'agriculture prévoit à l'article 9 des contributions à la surface uniquement pour les terrains situés en Suisse. Pourquoi cette solution? Ne faudrait-il pas appliquer les mêmes règles que dans le cas des primes de culture et verser des contributions pour les terrains situés en Suisse (et pour les terrains situés à l'étranger et cultivés par tradition)? Réponse écrite du Conseil fédéral Les prises de position dans le cadre de la consultation sur les ordonnances concernant les paiements directs et les contributions écologiques sont actuellement exploitées par l'Office fédéral de l'agriculture. La grande majorité des cantons et des organisations soutient la proposition de M. Jäggi Paul, à savoir l'attribution de contributions aux surfaces à l'étranger cultivées par tradition, c'est-à-dire déjà exploitées avant 1984. Le Département fédéral de l'économie publique va apprécier, comme il se doit, ce résultat très clair de la consultation et y sera particulièrement attentif lors de la rédaction de la version définitive de l'ordonnance. La décision finale revient au Conseil fédéral. Celle-ci devrait intervenir fin avril.

93.5020 Frage Stalder Schwarzarbeit in der Schweiz Question Stalder Travail au noir en Suisse Wortlaut der Frage vom 8. März 1993 Bei den ständig steigenden Arbeitslosenzahlen muss dem Problem der Schwarzarbeit vermehrte Aufmerksamkeit geschenkt werden. Deshalb möchte ich dem Bundesrat folgende Fragen stellen: - Wie hoch ist die geschätzte Zahl der in der Schweiz Beschäftigten, welche in als illegal zu bezeichnenden Arbeitsverhältnissen tätig sind? - Wie hoch ist die vermutete Zahl der Ausländer, welche ohne Arbeits- und Aufenthaltsbewilligung beschäftigt werden? - Was gedenkt der Bundesrat zu unternehmen, um diese Missstände zu bekämpfen, und welche Massnahmen werden bei Entdeckung solcher Fälle ergriffen? Texte de la question du 8 mars 1993 Alors que le nombre des chômeurs ne cesse d'augmenter, il convient de s'intéresser de plus près au problème du travail au noir. Je pose donc les questions suivantes au Conseil fédéral: - A combien estime-t-on en Suisse le nombre des personnes dont les rapports de travail peuvent être taxés d'illégaux? - A combien estime-t-on le nombre des travailleurs étrangers sans permis de travail ni permis de séjour? - Qu'entend faire le Conseil fédéral pour combattre ces pratiques illégales? Quelles mesures prend-on quand on découvre de tels cas? Réponse écrite du Conseil fédéral Les étrangers qui travaillent sans autorisation échappent par la force des choses atout contrôle étatique. Il est de ce fait impossible d'avancer des chiffres. Sur la base des indices dont disposent les autorités du marché du travail, le travail au noir recule en période de récession. Les dispositions pénales de la loi fédérale sur l'établissement et le séjour des étrangers ont été révisées et les mesures visant à prévenir le travail au noir renforcées. En vertu des nouvelles dispositions, entrées en vigueur en 1988, les employeurs fautifs risquent non seulement des amendes plus élevées et des peines de prison, mais encore, indépendamment d'éventuelles procédures pénales, de se voir refuser de nouvelles autorisations.

93.5022 Frage Spielmann Verkauf der Firma Sprecher+Schuh Question Spielmann Vente de l'entreprise Sprecher + Schuh Wortlaut der Frage vom 8. März 1993 Nach dem Verkauf des Bereichs Energieverteilung in den achtziger Jahren hat die Firma Sprecher + Schuh kürzlich ihren Bereich Niederspannungsgeräte an eine Tochtergesellschaft der amerikanischen Rockwell-Gruppe verkauft. Der Chef der amerikanischen Gruppe liess verlauten, er könne die Erhaltung der 1550 Arbeitsplätze bei Sprecher + Schuh nicht garantieren. Wie stellt sich der Bundesrat zum Verkauf florierender Industrieunternehmen und zu dessen Konsequenzen für die Beschäftigung? Texte de la question du 8 mars 1993 Après la vente dans les années 80 du secteur de distribution d'énergie, l'entreprise Sprecher + Schuh a vendu son secteur d'appareillage à basse tension à une filiale du groupe américain Rockwell. Le patron du

groupe américain a indiqué qu'il ne pouvait garantir les 1550 emplois de Sprecher + Schuh. Quelle est la position du Conseil fédéral face à la vente d'entreprises industrielles florissantes et des conséquences qui en résultent sur l'emploi? Réponse écrite du Conseil fédéral Le Conseil fédéral a pris acte du fait que le groupe argovien d'électrotechnique Sprecher+Schuh a vendu son secteur d'appareillage à basse tension au groupe américain Allen-Bradley et qu'il veut se concentrer à l'avenir sur la technique d'automatisation. Notre économie se trouve actuellement dans un processus intensif de mutations structurelles. De nombreuses entreprises sont donc contraintes de se concentrer sur leurs points forts et de créer des synergies. En outre, il convient de modifier les assortiments de produits et il n'est pas rare que cela entraîne des reprises et des ventes de certains secteurs d'entreprises. Le Conseil fédéral regrette les pertes d'emplois résultant de telles restructurations. Il relève toutefois que des entreprises suisses achètent également des firmes étrangères et que des entreprises étrangères choisissent également la Suisse comme lieu d'implantation. Il convient en l'occurrence de prendre en considération les deux aspects. D'un côté, des emplois sont perdus et, de l'autre, on en crée de nouveaux

Assurance-chômage. Mesures 156 N 8 mars 1993 Dans la mesure de ses possibilités, le Conseil fédéral mettra tout en oeuvre pour que notre économie puisse bénéficier de conditions-cadres lui permettant d'être compétitive au niveau international. Dans une période de rapides mutations, il y voit les meilleures chances d'assurer à long terme l'emploi dans notre pays, tant du point de vue qualitatif que quantitatif. #ST# 93.010

Arbeitslosenversicherung. Massnahmen Assurance-chômage. Mesures Fortsetzung - Suite Siehe Seite 82 hiervor - Voir page 82 ci-devant Art.22Abs.3bis Antrag der Kommission Mehrheit gekürzt Taggelder, die nicht mehr als 115 Franken betragen, werden nicht weiter gekürzt. Minderheit I (Bortoluzzi, Allenspach, Borer Roland, Daepf, Eymann Christoph, Heberlein, Philipona, Pidoux, Rychen) Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates Minderheit II (Dormann, Goll, Gonseth, Hafner Rudolf, Hafner Ursula, Jöri, Leuenberger Ernst, Rechsteiner, Seiler Rolf) Streichen Minderheit III (Allenspach, Bortoluzzi, Eymann Christoph) (Eventualantrag, falls der Antrag der Minderheit I abgelehnt wird) Taggelder, die nicht mehr als 100 Franken.... Eventualantrag Maître (falls der Antrag der Minderheit I [Leuenberger Ernst] zu Artikel 22 Absatz 1 bis abgelehnt wird) das Taggeld um 10 Prozent des zuletzt bezogenen Betrages gekürzt Taggelder, die nicht mehr als 130 Franken betragen, werden nicht weiter gekürzt. Art.22al.3bis Proposition de la commission Majorité indemnités journalières. Les indemnités qui ne dépassent pas 115 francs ne sont plus réduites. Minorité I (Bortoluzzi, Allenspach, Borer Roland, Daepf, Eymann Christoph, Heberlein, Philipona, Pidoux, Rychen) Adhérer au projet du Conseil fédéral Minorité II (Dormann, Goll, Gonseth, Hafner Rudolf, Hafner Ursula, Jöri, Leuenberger Ernst, Rechsteiner, Seiler Rolf) Biffer Minorité III (Allenspach, Bortoluzzi, Eymann Christoph) (Proposition subsidiaire, en cas de rejet de la proposition de la minorité I) qui ne dépassent pas 100francs.... Proposition subsidiaire Maître (en cas de rejet de la proposition de la minorité I [Leuenberger Ernst] concernant l'article 22 alinéa 1 bis) L'indemnité journalière est réduite de 10 pour cent du dernier montant après le versement de 250 indemnités journalières. Les indemnités qui ne dépassent pas 130 francs ne sont plus réduites. Bortoluzzi, Sprecher der Minderheit I: Die Minderheit I befindet sich bei Artikel 22 Absatz 3bis in guter Gesellschaft: Der Bundesrat ist gleicher Ansicht. Ich gehe davon aus, dass wir der Taggeldbezugsverlängerung auf 400 Tage zustimmen werden. Das war in der Kommission unbestritten. In diesem Zusammenhang ist die generelle Degression zu beurteilen. Damit wird auch die Grenze für zumutbare Arbeit mit zunehmender Dauer für

alle Taggeldbezü- ger etwas tiefer angesetzt. Während die Mehrheit mit den 115 Franken, die sie vorschlägt, zusätzlich eine untere Grenze festlegen will und damit etwa 45 Prozent aller Arbeitslosen von der Degression ausnimmt, gehe ich davon aus, dass nach 250 Tagen durchaus auch bei tieferen Taggeldern eine Reduk- tion erfolgen kann. Es werden in dieser Kategorie vor allem junge Arbeitslose betroffen sein, und von diesen Leuten kann Mobilität, aber auch grössere Beweglichkeit bezüglich der Art des Arbeitsangebotes erwartet werden. Der Bundesrat hat in der Kommission zum Ausdruck ge- bracht, auf jegliche weitere Degression, als sie im bestehen- den Artikel 22 Absatz 3 festgelegt ist, aufgrund seiner Kompe- tenz verzichten zu wollen. Es wäre sicherlich völlig falsch, den Arbeitslosen über lange Zeit ein hohes Niveau zu garantieren, wie das der Streichungsantrag der Minderheit II (Dormann) beabsichtigt, weil man damit die Ablehnung von zumutbarer Arbeit geradezu herausfordert. Gegenüber der heute gültigen Situation tritt nur gerade für die Zeit vom 250. bis zum 300. Tage des Bezuges eine Ver- schlechterung ein. Nachher erfolgt in jedem Fall eine Verbes- serung aufgrund des verlängerten Taggeldbezuges auf diese bereits erwähnten 400 Tage. Ich bitte Sie also, dem Antrag des Bundesrates und der Min- derheit I, die ich vertrete, zu folgen. Frau Dormann, Sprecherin der Minderheit II: Ich beantrage Ih- nen, jegliche Degression zu streichen. Einerseits schreibt der Bundesrat in seiner Botschaft, dass je- der zehnte Arbeitslose ein Langzeitarbeitsloser ist und dass diesem Phänomen im Dringlichkeitsverfahren auf Bundes- ebene begegnet werden muss. Er hat deshalb die Höchstzahl der Taggelder von 300 auf 400 Tage heraufgesetzt. Der glei- che Bundesrat will andererseits das Taggeld dieser Langzeitar-beitslosen nach einer Bezugsdauer von einem Jahr wieder um 10 Prozent kürzen. Was soll die Degression bewirken? Sie hat ganz klar den Zweck, den Langzeitarbeitslosen zu motivieren, wieder einer Arbeit nachzugehen und nicht von der Versicherung abhängig zu werden. Deshalb schlägt der Bundesrat vor, nach dem Bezug von 250 Taggeldern - das entspricht ungefähr einem Jahr - die Versicherungsleistungen in jedem Fall um 10 Pro- zent zu kürzen. Das würde heissen, dass ein Viertel aller Bezü- ger von Arbeitslosenentschädigungen nach einem Jahr noch 63 Prozent ihres versicherten Lohnes hätten und drei Viertel al- ler Bezüger noch rund 72 Prozent ihres versicherten Einkom- mens erhalten würden. Die Arbeitslosenversicherung verteilt keine Almosen; es ist eine Versicherung. Wir alle wissen, wie hoch heute die Mietko- sten und Krankenkassenprämien sind, und diese werden bei Arbeitslosigkeit nicht niedriger. Das ist für mich ein klarer Wi- derspruch: Entweder müssen wir feststellen, dass die Zahl der Langzeitarbeitslosen zunimmt und wir diesen besser gerecht werden müssen - was wir auch machen -, oder wir belassen die Höchstbezugsdauer beim alten. Ich glaube nicht, dass der Bundesrat vorgeschlagen hätte, die Bezugsdauer für Lang- zeitarbeitslose zu erhöhen, wenn diese Entschädigungen missbräuchlich bezogen worden wären. Mit der Degression führen wir einen Missbrauchsartikel ein, der nicht nötig ist. Sonst müssen Sie mir beweisen, dass es offene Stellen oder

Schweizerisches Bundesarchiv, Digitale Amtsdrukschriften Archives fédérales suisses, Publications officielles numérisées Archivio federale svizzero, Pubblicazioni ufficiali digitali Fragestunde Heure des questions In Amtliches Bulletin der Bundesversammlung Dans Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale In Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale Jahr 1993 Année Anno Band I Volume Volume Session Frühjahrssession Session Session de printemps Sessione Sessione primaverile Rat Nationalrat Conseil Conseil national Consiglio Consiglio nazionale Sitzung 06 Séance Seduta Geschäftsnummer --- Numéro d'objet Numero dell'oggetto Datum 08.03.1993 - 14:30 Date Data Seite 138-156

Page Pagina Ref. No 20 022 349 Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung. Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale. Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte Originaltext. Quellen-URL siehe oben.